

Délibération du Conseil De Communauté**Séance du lundi 22 juin 2015 à 20 h 00**

L'an deux mille quinze, le 22 juin à 20 h 00, les membres du Conseil Communautaire se sont réunis au siège de la Communauté de Questembert, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président le 12 juin 2015, conformément aux articles L. 5211-1 et L. 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur André FEGEANT.

Nombre de conseillers titulaires en exercice : 37

Nombre de conseillers titulaires présents : 31

Nombre de votants : 35

Procurations : 04

Invité excusé : M. PLANTEC, Trésorier

Date de convocation : 12 juin 2015

Etaient présents :

M. André FEGEANT, Mme Marcelle LE PENRU, M. Bernard CHAUVIN, Mme Claire MAHE, M. Pascal HERVIEUX, M. Cyrille KERRAND, M. Patrice LE PENHUIZIC, Mme Marie-Annick BURBAN, M. Gilbert PERRION, Mme Sylvie GAIN, M. Serge LUBERT, Mme Monique DANION, M. Pascal GUIBLIN, M. Raymond HOUEIX, M. Joël TRIBALLIER, M. Jean-Claude RAKOZY, Mme Marie-France BESSE, M. François HERVIEUX, Mme Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES, M. Régis LE PENRU, M. René DANILET, M. Jean-Pierre GALUDEC, Mme Marie-Annick MARTIN, M. Pascal HEUDE, Mme Marie-Christine DANILO, M. Philippe MOULINAS, Mme Marie-Thérèse KERDUDO, M. Georges BOEFFARD, M. Paul PABOEUF, M. Jean-François HUMEAU, M. Henri GUEMENE.

Procurations :

M. François GRIJOL à M. Patrice LE PENHUIZIC
Mme Marie-Odile COLINEAUX à M. Henri GUEMENE
Mme Anne BEGO à M. René DANILET
M. André SERAZIN à M. Cyrille KERRAND

Secrétaire de séance : Mme Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES

2015 06 n°20 – Aménagement – Délibération portant délégation du Droit de Prémption Urbain et Déclarations d'Intention d'Aliéner à la commune de Malansac

Le conseil communautaire :

Vu l'article L. 5122-11 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 211-1 et R. 211-2 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,

Vu l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme

Vu les statuts de l'établissement de coopération intercommunale, et notamment son article 4 définissant ses compétences,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Malansac

Considérant ainsi que, suite au transfert de la compétence « planification urbaine locale », la Communauté de communes exerce de plein droit la compétence en matière de droit de préemption urbain,

Considérant qu'en vertu du principe de spécialité, il lui appartient donc de déléguer partiellement le droit de préemption urbain aux communes membres dans le champ de leurs compétences,

après en avoir délibéré, à l'unanimité

Article 1

2103 JUL 20

Envoyé en préfecture le 02/07/2015

Reçu en préfecture le 02/07/2015

Affiché le **03 JUL. 2015**

ID : 056-245614383-20150622-2015_06_20-DE

Décide de déléguer partiellement l'exercice du droit de préemption urbain au profit de la commune de Malansac, au sein des zones U, AU et ZAD du plan local d'urbanisme en vigueur sur la commune de Malansac, à l'occasion des aliénations à titre gratuit ou à titre onéreux soumises au droit de préemption urbain, dans le cadre de la mise en œuvre des compétences communales suivantes (hors compétences communautaires) :

- mise en œuvre de la politique communale d'aménagement urbain
- mise en œuvre d'une politique communale de l'habitat,
- mise en œuvre de la politique communale en matière commerciale,
- développement des loisirs et du tourisme à l'échelle communale,
- réalisation, extension d'équipements publics et d'installations d'intérêt collectif communaux,
- sauvegarde et mise en valeur du patrimoine bâti de la commune.

Article 2

Dit que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme, soit un affichage au siège de la communauté de communes, de chaque commune concernée, durant un mois, et une insertion dans deux journaux diffusés dans le département.

En outre, ampliation sera transmise aux personnes suivantes :

- à M. le préfet ;
- au directeur départemental des services fiscaux ;
- au président du conseil supérieur du notariat ;
- à la chambre du barreau constituée près le tribunal de grande instance ;
- au greffe du tribunal de grande instance.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme

A Questembert, le 30 juin 2015

Le Président,

André FEGEANT

